

REPORTAGE

En Calabre, mafia, migrants et précarité composent un cocktail explosif



© Magali Girardin / Calabre / Septembre 2017

Porte d'entrée pour des dizaines de milliers de demandeurs d'asile, le sud de l'Italie est au bord de l'implosion. Au-delà des images idylliques de villages

modèles accueillant les réfugiés avec bienveillance se dessine une réalité migratoire dramatique. Avec en prime le ras-le-bol d'une bonne partie de la population face à cette nouvelle main-d'œuvre bon marché.

**ISABEL JAN-HESS (TEXTE)
& MAGALI GIRARDIN (PHOTOS)**

Novembre 2017 — Agglutinés en grappes aux fenêtres d'un hôtel, où pendent des lessives oubliées, les visages des jeunes hommes, majoritairement d'origine africaine, traduisent l'ennui et l'inquiétude. Perchés à plus de 1300 mètres d'altitude, loin de toute vie sociale et de contacts, ils végètent à plus d'une heure de route de Reggio de Calabre.

Hébergés dans la petite station de ski de Gambarie, dans le parc national de l'Aspromonte, la plupart attendent que les autorités statuent sur leur demande d'asile. La grande majorité des réponses sera négative, parfois après plusieurs recours. D'ici là, ils patientent, inactifs ou embrigadés dans des réseaux parallèles de travail au noir, comme des dizaines de

milliers de migrants arrivés dans le sud de l'Italie.

Ils sont une centaine dans ce centre de premier accueil, installés dans un hôtel désaffecté. Nourris, logés, ces jeunes hommes devraient également bénéficier de soins, d'accès à une formation, voire à un travail rémunéré sous contrat, des prestations prévues par la loi. Et de liberté de déplacement. L'exemple ne fait de loin pas exception.

UNE RÉALITÉ ANARCHIQUE

En Calabre, des particuliers louent leur appartement ou créent des coopératives pour ouvrir des centres d'accueil, sans offrir cependant toutes les prestations requises. *«Chaque hébergeur touche désormais 35 euros par personne accueillie. Sans aucun contrôle sur les prestations offertes»,* explique un jeune médecin de Reggio de Calabre: *«Le développement de ce véritable business de la migration ne choque malheureusement plus personne.»*

Une réalité anarchique qui, de par son

ampleur, soulève bien des questions.
«Ces personnes ont prioritairement besoin de soins psychologiques, explique Fabiola Bonora, psychologue dans un centre de Gizzeria, dans la province de Catanzaro, situé sur le versant opposé de la Calabre, au bord de la mer Tyrrhénienne. Après ce qu'ils ont vécu durant leur voyage vers l'Europe, ils doivent pouvoir parler de ces tragédies pour avancer. Cela peut prendre plusieurs mois.»

«La décision d'accueillir des migrants doit d'abord être animée par la volonté d'aider ces pauvres gens, insiste Giovanni Carino, responsable de la coopérative Nuovi Orizzoni à Gizzeria. Nous hébergeons aussi 23 jeunes hommes dans un appartement à Nicastro (40 000 habitants: *ndlr*), poursuit-il. Chacun est suivi individuellement, pour avoir toutes ses chances. Nous recherchons la meilleure option possible adaptée à chaque situation personnelle.»



Majoritairement d'origine africaine, les migrants attendent que les autorités statuent sur leur demande d'asile. Ils sont souvent inactifs ou embrigadés dans les réseaux de travail au noir. © Magali Girardin / Septembre 2017

À 19 ans, Josephus se rêve en grand footballeur. Arrivé il y a huit mois à Gizzzeria, ce jeune Libérien devrait intégrer prochainement l'équipe locale de Sambiase, en série D. Il espère décrocher son ticket pour l'Europe à la force de ses mollets. *«Il travaille beaucoup pour ça, reconnaît Giovanni Carino. Tous les Africains jouent au foot, mais lui, il a vraiment du talent.»*

Parti du Libéria à l'âge de 16 ans, Josephus n'imaginait pas l'enfer de ce parcours d'exil. *«J'ai traversé plusieurs pays avec d'autres jeunes qui voulaient partir. On travaillait pour manger,*

c'était dur, mais le pire a été la Libye. J'ai été kidnappé là-bas, raconte-t-il.

Lorsque les garde-côtes libyens nous ont repris, par deux fois, ils nous ont battus avant de nous enfermer avec des rats.»

La troisième tentative aura été la bonne. *«Je remercie Dieu d'être encore vivant»*, affirme-t-il. Aujourd'hui, Josephus poste des photos de lui en footballeur avec le maillot du Liberia ou de l'équipe calabraise de Sambiase. Impensable pour lui de montrer au pays la réalité de son quotidien précaire, ni partager le calvaire de son exil.

L'histoire de Josephus est celle de presque tous ses compagnons d'infortune passés par la barbarie libyenne. *«Dès que tu franchis la frontière, si tu as la peau noire, c'est le début de l'enfer pour toi»*, assure Bakare, 38 ans. De la chambre qu'il partage avec trois autres rescapés, ce Nigérian, arrivé en 2016, regarde chaque jour cette mer qui a failli l'engloutir. *«Freedom, it's freedom here»*, répète-t-il, assurant que l'Italie lui a sauvé la vie et qu'il compte s'y installer et retrouver un emploi dans

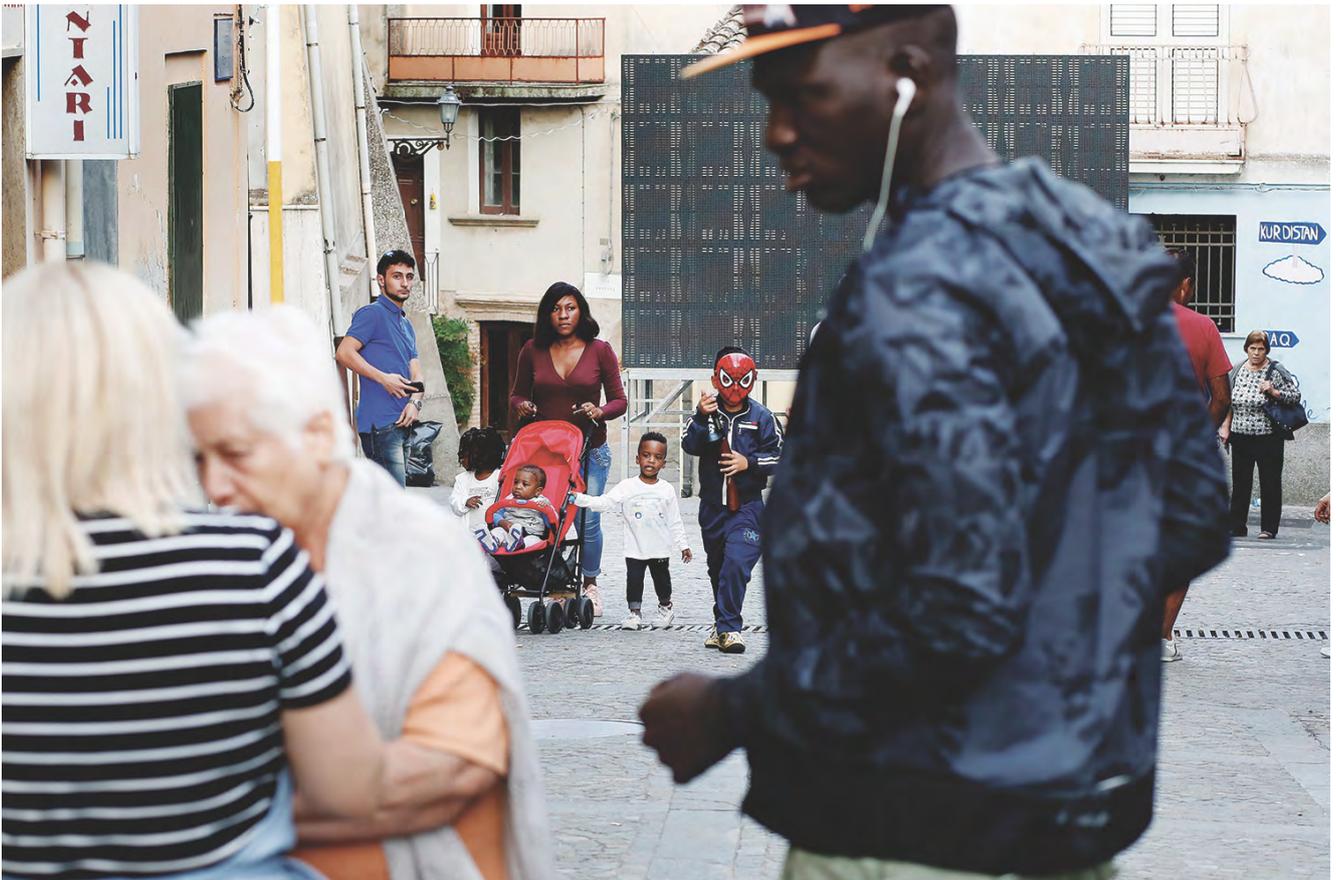
la mécanique, comme au pays.

DES VILLAGES MODÈLES AUX CAMPS ILLÉGAUX

Au côté pile de la carte postale d'une Calabre touristique et accueillante s'oppose le côté face, avec les dizaines de milliers de migrants débarquant à longueur d'année des cargos et des bateaux des garde-côtes italiens, ou des ONG. Plus de 100 000 sont arrivés depuis janvier 2017 en Italie, en grande majorité dans les ports du Sud. Ils étaient plus de 180 000 en 2016. Des enfants, des femmes et des hommes principalement d'Afrique du Nord.

Des centres de «tri», ils sont par la suite transférés dans les centres de premier accueil, le plus souvent en Calabre, en Sicile ou dans les Pouilles, le temps que leur demande d'asile soit traitée. Quelques-uns sont directement dirigés vers des structures dans le nord du pays. Depuis l'été 2016, seuls 10 migrants en Calabre ont accepté la proposition de l'OIM d'accompagnement de retour au pays, sur les 578 qui l'ont acceptée

au niveau national.



Dans les rues des villages calabrais, les migrants et les locaux se croisent mais ne se mélangent pas. © Magali Girardin / Septembre 2017

Les plus chanceux atterrissent dans des structures d'accueil leur offrant des conditions de vie dignes, un soutien psychologique ou une aide à la formation. Parfois, une opportunité de travail rémunéré, sous contrat, leur est offerte, ou une activité bénévole de quelques mois au service de la collectivité, se soldant par un certificat.

Ces activités sont souvent déployées

dans des villages isolés de Calabre. Le plus célèbre, Riace, dont le modèle d'intégration unique fait débat, a tout du havre de paix. *«Je suis enfin en paix ici»,* assure Rosy, arrivée en Calabre avec ses deux enfants, sauvés de la noyade. à huit ans, Philippe garde des séquelles des brûlures d'essence et d'un bras fracturé en Libye. *«Mais il va bien, il travaille bien à l'école et je sais qu'ici mes enfants auront un avenir.»* À 43 ans, cette Camerounaise espère rester à Riace. *«Je m'assois sur la place et je regarde passer le monde, plaisante-t-elle d'un rire soutenu. Ici, on peut vraiment se reconstruire, même si parfois ce n'est que pour quelques mois, on peut reprendre des forces pour affronter la vie.»*

Le succès de Riace agace toutefois les élus de la région, et la commune s'est récemment trouvée en difficultés financières, les banques rechignant à lui accorder les avances prévues pour la prise en charge des migrants en Italie. *«Normalement, les personnes qui ne peuvent plus suivre les programmes mis en place doivent quitter les lieux,* explique Vincenzo, un enfant de Riace aujourd'hui professeur

d'alphabétisation dans la coopérative «Welcome». *Mais ici, le maire, Domenico Lucano, a décidé de n'exclure personne, il s'arrange pour leur trouver un logement et une activité qui leur permettent de rester.*» Ils sont ainsi plusieurs, à l'image d'un retraité palestinien, à vivre ici depuis plus de dix ans.

ÉCOLES ET ÉGLISES, RARES LIEUX DE MIXITÉ

Mais si les habitants et les migrants se rencontrent à l'école primaire, à la crèche, voire à l'église de Riace, au-delà de ces cercles, les communautés ne se mélangent pas. Dimanche premier octobre, la salle communale est investie par une famille nigériane célébrant le premier anniversaire de Clinton, un petit bonhomme tenant à peine en équilibre dans ses baskets lumineuses toutes neuves.

L'ambiance est à la fête, mais exclusivement africaine. Nous étions les seules personnes non issues de ce continent. *«À Riace, il n'y a pas d'animosité envers les arrivants, au contraire, mais ça reste des ciao polis*

dans les rues, reconnaît un habitant.
Peu d'entre nous créent de vrais liens
avec eux.» Le village de Riace reste
toutefois un modèle unique et une
chance pour les migrants qui y vivent.

On y a croisé des familles et des
jeunes heureux, probablement en
raison de la garantie, non officielle, du
maire de ne pas les renvoyer lorsque
leur délai de séjour sera écoulé, mais
également grâce à la situation du
village. À une quinzaine de minutes de
la mer et des grandes communes
environnantes, Riace est desservi par
des transports publics efficaces.



La solitude est le lot quotidien de nombreux migrants. © Magali Girardin / Septembre 2017

Mais l'image vantant un idéal d'intégration et un modèle de renaissance économique de ces villages de Calabre est pourtant trompeuse. En y regardant de plus près, le rêve n'est pas aussi doré que celui vendu au monde entier. La mayonnaise ne prend pas vraiment. La solution ne s'avère souvent que transitoire et anxiogène pour les migrants.

ANGOISSE PERMANENTE

L'hospitalité en faveur des migrants a permis d'éviter la mort de certains villages, de fermer écoles et épiceries. Mais à quel prix pour cette nouvelle population souvent déphasée et isolée dans un pays dont elle ne parle pas la langue? Ce d'autant que, selon les statistiques, 99% d'entre eux n'ont aucune chance de pouvoir s'installer et construire une vie dans cette commune érigée en zone de répit.

L'accueil prévu par les projets d'intégration est limité dans le temps.

Une fois leurs demandes d'asile refusées, ou même acceptées, les migrants doivent céder leur place à d'autres arrivants. Ainsi pris en charge, ils restent en moyenne deux ans dans les projets d'accueil.

Autour de Sant'Alessio in Aspromonte, 32 demandeurs d'asile ont trouvé refuge dans des hameaux.

L'association Coopisa a déniché une dizaine de logements dans la commune pour héberger les arrivants. La coopérative se démène pour proposer des activités. Elle leur fournit une aide psychologique et sociale et met à disposition une médiatrice culturelle.

Les migrants rencontrés dans les ruelles mesurent la chance d'être pris en charge dans un lieu qui leur permet de respirer après les drames endurés durant leur périple. *«Vous n' imaginez pas dans quel état ils arrivent, souligne Luigi (ne souhaitant pas que son nom de famille soit publié), pilote de sept projets Coopisa dans le secteur. J'ai travaillé dans de nombreux pays d'Afrique en tant que médecin, mais des tortures pareilles, je*

ne les avais jamais vues.»

Si l'accueil dans ces villages apporte réconfort et répit, le sentiment d'angoisse ne quitte jamais vraiment les migrants. *«Je suis heureuse d'être ici, saine et sauve avec mes enfants»,* reconnaît Assa, 31 ans, serrant contre son cœur Salvatore, deux mois. Son petit dernier, né en Calabre et baptisé du nom de son infirmier accoucheur. Entourée de ses petits jumeaux, et de sa fille de 5 ans, elle confie: *«J'ai prié, prié pour sortir de cet enfer, pour survivre sur ce bateau surchargé, essayant de ne pas perdre mes enfants, lâche-t-elle encore émue à l'évocation de ce cauchemar. Je ne sais pas ce que je vais devenir. Je ne peux rentrer au Cameroun, je suis chrétienne et l'arrivée de Boko Haram nous a poussés à l'exil.»*



Les migrants sont majoritairement enrôlés dans les plantations durant les récoltes. © Magali Girardin / Septembre 2017

Dans un autre village de moyenne altitude, la rencontre avec un couple pakistanais confirme cette angoisse omniprésente pour ces déracinés. *«On ne dort plus, avoue cette avocate contrainte de quitter son pays avec sa famille en 2013. Que vont devenir nos enfants?»* À deux et cinq ans, ils courent dans le logement familial avec l'insouciance de leur âge.

«On était dans un pays du Nord, explique le père, soucieux de ne pas être identifié. On était bien, j'avais un petit travail, on connaissait d'autres personnes, on pouvait espérer se reconstruire une vie. Et un jour, on nous a envoyé ici. Depuis, on attend le moment où on va nous dire: tenez vos documents, il faut partir.» Pour aller où? *«C'est toute la question, les papiers nous permettront de rester en Europe, mais de quoi allons-nous*

vivre? Rejoindre un autre pays, à quatre, sans argent?»

Une situation parmi d'autres attestant de l'application stricte des accords de Dublin, imposant un lourd fardeau à l'une des régions les plus pauvres d'Europe. Face à une population nécessitant une prise en charge considérable, il est difficile de pouvoir esquisser une quelconque démarche d'intégration. L'Allemagne, qui avait par exemple accueilli, avec enthousiasme, des milliers de réfugiés en 2015, en renvoie désormais une bonne partie vers l'Italie.

La majorité des migrants entrant par ce pays, ces retours, auxquels il faut rajouter les nouvelles arrivées toujours importantes, deviennent ingérables. Après une légère baisse en été dernier, probablement due au nouveau code de conduite* imposé par la Commission européenne et les autorités italiennes aux ONG intervenant en Méditerranée, le flux a repris.

TROMPEUSE LIBERTÉ?

Comme Riace, le village d'Acquaformosa, situé dans le nord de la Calabre, a décidé d'ouvrir ses portes aux migrants. *«Notre ancien maire, Giovanni Manoccio, aujourd'hui responsable de l'immigration dans la région, a fait ce choix afin que notre commune ne perde pas son école et retrouve un équilibre social»*, explique le maire actuel, Gennaro Capparelli. *«La coopérative qui les accueille est très active et les migrants bénéficient d'opportunités intéressantes en matière de formation.»*

Un exemple de bonne prise en charge et d'accompagnement qui pose toutefois la question de la mixité sociale. Dans l'unique rue de ce village éteint, seul David, huit ans, fils de Larry et Blessing, un couple de Nigériens installés ici depuis 2011, joue avec un petit Calabrais. Engagés aujourd'hui comme médiateur culturel au projet du maire, Larry et sa famille sont parmi les rares Africains à s'être vraiment établis à Acquaformosa. Pour la plupart, ce n'est qu'un passage.



Une femme nigériane prise dans les filets de la prostitution forcée, l'une des facettes de l'exploitation des migrants en Calabre. © Magali Girardin / Septembre 2017

Dans le centre pour mineurs de la commune, deux Nigérianes, victimes de viols collectifs et de sévices durant leur parcours d'exil, éclatent de rire lorsqu'on leur parle de liberté.

«Regardez, c'est super, on est libre! Mais libre de quoi? Il n'y a rien ici que des vieux assis sur des bancs, et rien à faire!» Les deux adolescentes aspirent à devenir styliste et médecin. *«On prend des cours d'italien, mais moi je veux partir dans le Nord»*, assure l'une d'elles. La seconde lui emboîte le pas: *«Je veux devenir un grand docteur à*

Rome.»

Caramba, lui, a des projets plus réalistes. Depuis son arrivée en 2016, à l'âge de 16 ans, il n'a de cesse de travailler à son insertion. Après quelques semaines, il parlait déjà couramment italien. *«Je suis une formation de pizzaiolo et, dès que je serai majeur, j'irai à Milan ou ailleurs dans le Nord pour travailler. Ici, il n'y a pas d'avenir. Mais le centre est vraiment bien, on nous aide à trouver un chemin, après c'est normal qu'on se débrouille.»* Pour l'heure, sa demande d'asile n'est pas encore acceptée, mais son jeune âge et sa capacité d'intégration devraient l'aider.

Tous ces projets d'insertion, menés dans des centres italiens dits de second accueil, baptisés Sprar, n'offrent que 26 000 places. Une goutte d'eau et un espoir pour moins de 70% des 176 000 demandeurs recensés en Italie depuis le début de l'année. Sans compter les dizaines de milliers de clandestins, souvent très jeunes, hors du système d'accueil italien, estimés à plusieurs dizaines de milliers. Parmi les 12 360 mineurs non

accompagnés enregistrés en 2015 en Italie, plus de 5000 ont disparu des écrans radars**.

La plupart de ces «immigrati» demeurent à la merci des trafiquants et des puissants réseaux de traite d'êtres humains. Installés dans des ghettos ou hébergés temporairement par des structures caritatives ou dans des églises, ils sont dépendants du bon vouloir des chefs mafieux locaux qui leur fournissent parfois du travail, rémunéré ou non.

Selon le reporter italien Giampaolo Musumeci, co-auteur, avec Andrea di Nicola, de *Trafiquants d'hommes*, le business de l'exploitation des migrants génère entre 3 et 10 milliards de dollars de chiffre d'affaires par an dans le monde***. Malgré un renforcement de la répression en Italie ([lire ici](#) l'interview du procureur adjoint Marisa Manzini), difficile d'imaginer une éradication du phénomène.

L'Italie n'expulsant pas, ou à titre très exceptionnel, un requérant vers son pays d'origine, la main-d'œuvre corvéable à merci ne manque pas: les

migrants se battent pour être choisis
pour des tâches les plus viles, leur
permettant de gagner à peine
quelques euros pour survivre.

«Il est difficile pour la justice italienne de conclure à des faits avérés d'esclavage»



Marisa Manzini, procureure adjointe auprès du tribunal de Cosenza, en Calabre. © Magali Girardin / Septembre 2017

Sa tête est mise à prix, mais elle la garde froide sur ses épaules et ne lâche rien. À quelques semaines d'un important procès contre des membres de la

'ndrangheta, Marisa Manzini, procureure adjointe auprès du tribunal de la province calabraise de Cosenza, réaffirme sa volonté de démanteler les filières de traite d'êtres humains en Calabre. Elle déplore les obstacles empêchant de débusquer les principaux chefs d'une mafia déployant désormais ses activités au-delà des frontières italiennes et exploitant des milliers de migrants en Europe.

PROPOS RECUEILLIS PAR ISABEL JAN-HESS

Vous avez récemment interpellé des membres de la mafia contraignant des migrants à travailler dans une petite commune touristique d'altitude.

Qu'en est-il aujourd'hui?

Marisa Manzini: Nous avons démantelé, le 5 mai dernier, un réseau actif dans le village de montagne de Camigliatello Silano, situé à une trentaine de kilomètres de Cosenza. Seize personnes ont été arrêtées. Elles sont accusées d'avoir exploité une trentaine de migrants dans des travaux agricoles et d'avoir

détourné les fonds versés pour leur entretien. Le procès se tiendra à Cosenza.

Que risquent les auteurs?

La législation prévoit une échelle de sanctions assez précise. Lors de délits mineurs, sans violence, tel le travail mal ou non rémunéré, les auteurs encourent de un à six ans de prison. Lorsqu'il y a violences et menaces, on passe de cinq à huit ans. Et les cas avérés d'esclavagisme sont punissables de dix ans et plus d'emprisonnement.

Ces peines sont-elles dissuasives ou devraient-elles être alourdies?

La loi est bien faite. C'est son application qui est discutable. Les peines sont encore trop souvent assorties de sursis ou allégées. Mais beaucoup restent quand même derrière les barreaux et peuvent faire l'objet de surveillance particulière par la suite.

Peut-on parler d'esclavagisme?

Non. La loi ne permet souvent pas de condamner la plupart de ces employeurs malveillants pour esclavagisme. Il faudrait pour cela que

ces migrants soient contraints à la tâche et enfermés ensuite. Or dans la plupart des situations, ces personnes sont forcées de travailler, souvent jusqu'à douze heures par jour, sept jours sur sept, mal nourries et parfois même pas rémunérées. Mais elles sont «libres» de leurs mouvements. On parle là d'exploitation de la force de travail ou de maltraitance.

Qui sont les «intermédiaires»?

La plupart du temps, les migrants sont enrôlés par des «capos», des petits chefs jouant ce rôle d'intermédiaire. Il peut y en avoir plusieurs avant d'arriver au véritable employeur-commanditaire. Mais, une nouvelle loi, promulguée en 2016 en Italie, nous permet désormais de remonter les filières jusqu'aux responsables et de les poursuivre également. C'est une véritable avancée, et dans le cas de Camigliatello, par exemple, nous avons pu arrêter 16 personnes et complètement enrayer le phénomène dans ce secteur.

Une victoire?

Oui, bien sûr, tout en sachant que ces

réseaux peuvent se reconstruire très vite ailleurs.

Les migrants sont-ils utilisés à des fins criminelles?

Nous n'avons pas de preuve. Nous savons que la *'ndrangheta* recrute aujourd'hui des personnes habituées à des modes opératoires plus violents, notamment dans les pays de l'Est. Des restes humains ont été retrouvés à plusieurs reprises ces dernières années en Calabre, mais leur identification n'ayant pas été possible, nous n'avons encore jamais pu établir de lien direct. La probabilité qu'il s'agisse d'immigrants éliminés par la mafia après avoir fait un sale boulot est forte. Et j'espère que les enquêtes que nous menons permettront bientôt de le prouver.

La mafia est-elle présente dans les centres d'accueil?

Non, heureusement. Il y a de nombreuses coopératives qui font un travail remarquable avec les migrants. Ils sont hébergés dans de bonnes conditions, bénéficient de prestations sanitaires, sociales et peuvent suivre des formations en vue de s'intégrer.

Mais il y a d'autres situations où, oui, des membres de réseaux criminels, pas forcément de la *'ndrangheta* d'ailleurs, abusent de ces personnes et c'est là que nous intervenons.

Comment? Sur dénonciation?

Ou suspicion. C'est là toute la complexité. Il ne suffit pas juste d'un témoignage pour intervenir. Il faut ensuite une enquête de police déterminant s'il y a lieu d'enclencher une procédure. ça peut être long. Dès que nous avons les preuves suffisantes, nous intervenons rapidement.

Les camps illégaux sont aussi pointés comme réservoir de main d'œuvre pour la mafia.

Certainement, car ils sont souvent occupés par des personnes clandestines restées en Italie après une décision négative d'asile. Ces gens, appelés «immigranti», sont encore plus vulnérables. Dès que nous avons connaissance de l'existence d'un camp sauvage, nous devons intervenir et le démanteler. Mais la plupart du temps, ils recréent le ghetto ailleurs. C'est tout le

problème de la Calabre et du Sud de l'Italie qui héberge plus de 80% des migrants arrivant en Europe et n'a ni travail ni logements en suffisance à leur offrir.

Combien de ces milliers de migrants débarquant chaque année pourront vraiment s'intégrer ici?

Je ne sais pas, je ne suis pas assez plongée dans la réalité de l'intégration sociale. Mais, à mon sens, très peu étant donné la situation économique précaire de la Calabre.

L'Italie doit-elle fermer le robinet migratoire?

C'est une question politique à laquelle je n'ai pas à répondre. Je pense juste que l'Italie ne pourra pas continuer à gérer seule ce flux migratoire continu. L'Europe doit prendre ses responsabilités aussi. L'Italie est historiquement une terre d'émigration et d'immigration. Dans sa grande majorité, la population est prête à accueillir ces migrants. Il y a un moment pourtant où on risque de dépasser le seuil supportable pour la région. Ce qui pourrait conduire à des émeutes, comme à Rosarno en 2010,

où la population s'est violemment révoltée contre les migrants et la police.

En vous attaquant à la plus puissante mafia d'Italie, vous prenez de très gros risques. Vous n'avez jamais eu envie d'abandonner?

Vous dire que je n'ai jamais peur serait mentir. Mais je suis passionnée et convaincue que c'est juste. Je suis en Calabre depuis 1999 et, malgré toutes les menaces et la difficulté à mener ces procédures, je n'ai jamais imaginé renoncer. Ce n'est pas tous les jours facile d'être accompagnée par des policiers 24 heures sur 24, ni pour moi, ni pour ma famille, mais c'est un choix que j'ai fait pour la justice et la dignité humaine.

Vous êtes la seule femme procureure en Calabre, est-ce une difficulté supplémentaire?

Oui, clairement, ce d'autant que je viens du Nord, je suis Piémontaise. J'ai dû faire ma place pour m'imposer dans un milieu d'hommes. Mais je me sens respectée dans cette fonction. Il y a une grande solidarité dans la

profession.

Les femmes sont-elles plus pugnaces, plus courageuses?

En vingt ans de magistrature, j'ai constaté que les femmes sont souvent le déclencheur d'une procédure. Elles n'ont pas le même sens de *l'omertà* (loi du silence: *ndlr*). Elles prennent plus de risques, elles sont plus sensibles à l'injustice et parfois moins corvéables. De plus en plus de femmes se rebellent et font tomber des criminels. Mais elles le paient aussi parfois très cher.

C'est-à-dire?

Je me souviens d'une jeune mère qui avait dénoncé son mari pour protéger son fils encore bébé. Son témoignage avait permis de démanteler tout un réseau. Mais elle s'est suicidée peu après, dans l'incompréhension générale. Difficile de croire qu'après avoir traversé tout ça et être enfin sortie de ce milieu mafieux, elle ait décidé de mettre fin à ses jours en buvant de l'acide. Mais là encore, impossible de prouver qu'elle a été assassinée.

Les coups de filet se multiplient ces

derniers mois, est-ce à dire que la justice peut abattre un jour la 'ndrangheta?

Je l'espère, oui (*rires*)! Même si je sais que le chemin sera long. Les arrestations en mai dernier de 68 personnes affiliées à la mafia ayant fait main basse sur un centre d'accueil pour migrants à Crotona, et les quelques autres interpellations et enquêtes en cours, permettent en tout cas de fragiliser certaines branches d'une bête à multiples tentacules.

Quelle est votre priorité aujourd'hui?

Court-circuiter les réseaux de traite d'êtres humains et d'exploitation de migrants et d'immigrants. Rendre la liberté et la dignité aux personnes prisonnières de réseaux mafieux et bien sûr récupérer pour la collectivité italienne les fortunes colossales engendrées par ces trafics.

PARU DANS L'ÉDITION DE NOVEMBRE 2017

REPORTAGE

«C'est dangereux pour moi
de vous parler»



Camp «illégal» de San Ferdinando. Sans eau ni électricité, jusqu'à 1500 migrants s'entassent ici en pleine saison de récolte d'agrumes. © Magali Girardin / Septembre 2017

Pour beaucoup de migrants africains, la bataille n'est pas gagnée en arrivant sur le sol calabrais. La très grande majorité n'obtient pas le statut de réfugié et se retrouve dans la clandestinité après

deux ou trois ans. Vulnérables, ils deviennent des proies faciles pour des réseaux de traite d'êtres humains et sont exploités dans l'agriculture, la construction et la prostitution.

**ISABEL JAN-HESS (TEXTE)
& MAGALI GIRARDIN (PHOTOS)**

Novembre 2017 — Tout droit sortis du brasier libyen et de ses violences indicibles, à peine arrivés sur le sol italien, beaucoup de migrants replongent dans l'enfer de l'exploitation, de la non-assistance, voire de la traite. Les ghettos créés et démantelés au gré des interventions de police hébergent des centaines de personnes. Souvent dopés par les saisons de récolte, ces camps d'infortune sont sans eau ni électricité, comme celui de San Ferdinando où s'entassent jusqu'à 1500 personnes en pleine saison agricole.

Après plusieurs tentatives infructueuses de rencontrer ces migrants échoués dans le camp, l'un d'eux accepte de nous répondre. «Je veux bien vous parler deux minutes,

mais je ne vous emmène pas là-bas. Si on me voit avec vous c'est dangereux pour moi.» Ses trois comparses évitent nos regards, pour eux, c'est non.

Amadou reprend. *«Tu changes mon prénom et tu ne dis pas d'où je viens, ok?»* Une fois rassuré, il enchaîne: *«Je vis là-bas depuis deux mois, j'y étais déjà l'an dernier, explique-t-il un peu stressé. Je suis en Italie depuis 7 ans, j'ai cherché du travail un peu plus loin vers le Nord, mais c'est difficile, je suis revenu pour la saison des olives, mais je ne veux pas rester ici.»*

Pourquoi? *«Il n'y a pas d'eau, l'hiver est trop froid et, si tu n'es pas du bon côté, on te frappe.»* Ses yeux balayaient à 360 degrés. Il regrette d'avoir entamé cette conversation. Il est jeune, 23 ans, mais son corps meurtri porte des cicatrices béantes. Qui est-ce qui vous frappe? *«Je ne sais pas.»* Et pourquoi? *«Pour la nourriture parfois, c'est compliqué.»* Il se lève. *«Je dois partir maintenant.»*

Plus tard, des Calabrais de la région acceptent de nous indiquer où se trouve le camp de San Ferdinando, tout en précisant qu'ils ne nous y

accompagneront pas. Dans cette région touchée régulièrement par des épisodes de rébellion, opposant les migrants aux autorités et aux habitants, avec un pic de violence en 2010 comptabilisant plus de 60 blessés, chacun reste à sa place. *«Si on veut pouvoir continuer à les aider, à les soigner, on ne peut pas dénoncer ce qui se passe dans ces camps, souligne un infirmier. S'ils étaient privés de l'intervention des ONG, certains ne survivraient pas à ces conditions de vie inhumaines.»*

Impossible d'entrer dans le camp sans être accompagné d'un résident ou de la police. La particularité du site, c'est la création d'un camp «officiel» avec de grandes tentes et une surveillance policière constante, situé à quelques dizaines de mètres du camp «illégal», où sont conduits certains requérants à leur arrivée en Italie. Les immigrants du ghetto se sont révoltés cet été contre l'engagement financier et sécuritaire de l'état pour le camp «officiel», au détriment de la prise en charge humanitaire nécessaire dans tout le secteur ([lire ici l'appel des migrants de San Ferdinando](#)).

«D'un côté, mes frères sont enfermés mais mieux logés et, de l'autre, on est libre, mais dans des conditions sanitaires déplorables! C'est ça l'Italie, ils ont besoin de nous pour travailler alors quand ça les arrange, ils ferment les yeux.» Ce jeune Gambien raconte comment il se rend à vélo à des points de rencontres fixés par les «capos» locaux. *«On doit y être très tôt, si on veut du travail. Parfois il y a des bagarres. Les plus faibles n'ont aucune chance.»*

Effectivement, à 5h30 du matin, des cyclistes fantomatiques, circulent par dizaines à Rosarno, capitale des cultures maraîchères calabraises. En pleine campagne, une dizaine d'Africains attendent à un petit carrefour. Plus loin, à l'angle d'une rue de Rosarno, ce sont huit jeunes qui patientent sur un muret. *«Ils ont rendez-vous avec un «capo», assure un habitant du quartier. Certains viennent tous les jours.»* Une camionnette arrive, ils s'engouffrent rapidement. Sans bruit. Les visages sont émaciés, la journée sera longue...



Le camp «officiel» de San Ferdinando en Calabre. © Magali Girardin / Septembre 2017

«CE N'EST PAS LÉGAL, JE SAIS»

Ce «business de la migration» émerge très rapidement lors des rencontres avec les exilés et la population. Alors que nous discutons avec deux Africains près d'un centre d'accueil, on assiste à une scène banale du quotidien. Une voiture klaxonne devant l'entrée. Un employé sort, discute avec le conducteur calabrais d'une cinquantaine d'années. Il fait demi-tour, hèle un jeune garçon qui n'a même pas le temps de chercher

ses affaires avant de s'engouffrer dans le véhicule, qui file probablement vers une ferme de la région. *«Ce n'est pas très légal, je sais, admet le responsable, mais je n'ai rien vu! Pour moi, si le jeune est correctement payé, je me dis que c'est tout ça de gagné pour lui. Les personnes qui viennent parfois chercher un ouvrier au centre d'accueil sont honnêtes.»*

L'illégalité ne choque plus personne ici. Principal «employeur» de migrants, la mafia calabraise, opère sur plusieurs fronts, dont la prostitution et le travail au noir. Mais, selon la plupart des témoignages recueillis sur place, l'exploitation des migrants ne serait pas toujours liée à la puissante *'ndrangheta*. *«Il y a aussi des gens qui cherchent simplement à se faire de l'argent facile»*, affirme un responsable de projets d'accueil dans la région de Sant'Alessio in Aspromonte.

Le 22 septembre dernier, la police a interpellé deux frères près de la station balnéaire de Paola, dans la province de Cosenza. Ils étaient soupçonnés d'avoir forcé des

migrants à travailler, de les avoir mal nourris et surtout d'avoir imposé une rémunération inférieure de 10 euros aux Africains par rapport à celle versée aux Arabes et aux Asiatiques.

Mais aucun lien avec la *'ndrangheta* n'a été établi. *Il Quotidiano del Sud* affirme: «*Les enquêtes ont révélé des conditions de travail dégradantes, les travailleurs dormaient dans des cabanes, mangeaient à même le sol et étaient soumis à une surveillance étroite et sévère par les deux frères arrêtés.*»

Des situations qui reflètent toute l'ambiguïté de l'Italie, présentant un visage de terre d'accueil et d'intégration, où le fonctionnement historiquement clanique encourage l'émergence de tous les trafics.

Dans une interview accordée en juillet au quotidien français La Croix, Fabrice Rizzoli, auteur de l'ouvrage *La mafia de A à Z** et fondateur de l'association Crim'HALT, prônant l'implication de la société civile dans la lutte contre la criminalité, explique: «*On vit dans un monde qui crée de la mafia. La manière dont les lois sont faites ou dont les drogues sont prohibées ouvre des*

opportunités qui organisent le crime.»

Selon ce spécialiste, peu d'enquêtes permettent de les enrayer, et les migrants restent une mine d'or pour la 'ndrangheta. *«Les mafieux ont beaucoup de sociétés de nettoyage, de restauration, des blanchisseries, qui leur permettent d'obtenir des marchés publics liés à l'accueil des migrants.»*

La réalité économique de la région explique en partie cette complexité. *«Il n'y a plus de relève en Calabre, les jeunes partent chercher une vie meilleure à l'étranger, déplore un retraité. Qui va faire le boulot ici? Plus personne ne veut travailler dans l'agriculture et c'est à peu près tout ce qui reste dans l'économie de cette région, parmi les plus pauvres en Italie.»*

Sur les sept millions de Calabrais recensés, deux millions vivent encore au pays et cinq à l'étranger. Dès lors, la nouvelle main-d'œuvre en provenance d'Afrique est du pain béni pour toute la région. Au-delà des exploitants privés, mafieux ou non, les collectivités publiques bénéficient aussi de l'apport de ces migrants. *«Les communes n'ont plus les moyens*

d'entretenir les rues, de tailler les arbres ni d'assurer un service d'entretien régulier à la population, explique Paolo Mascaro, maire de Lamezia Terme. Depuis de nombreuses années, nous proposons aux coopératives hébergeant des migrants d'offrir une formation professionnelle certifiante à ces personnes qui leur permettra peut-être ensuite de trouver du travail plus facilement.»

Si le principe d'une collectivité publique demandant des heures d'activité bénévole en échange d'un hébergement et d'une prise en charge étatique n'est pas choquant, en Calabre, un très large pan de l'économie, tant officielle que parallèle, dépend de ce «bénévolat».